



**HAL**  
open science

## Israël : le paramètre démographique au cœur des évolutions géopolitiques

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Israël : le paramètre démographique au cœur des évolutions géopolitiques. Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales. Les Grands dossiers, 2017, 39, pp.16-21. halshs-01558575

**HAL Id: halshs-01558575**

**<https://shs.hal.science/halshs-01558575>**

Submitted on 3 Dec 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



analyse

Par **Gérard-François Dumont**, ancien recteur d'académie, professeur à l'Université de Paris-Sorbonne et président de la revue *Population & Avenir*.



## Israël : le paramètre démographique au cœur des évolutions géopolitiques

L'histoire géopolitique d'Israël est d'abord une histoire démographique. Aujourd'hui encore, le tempo démographique, ou plutôt les tempi démographiques d'Israël et de son environnement laissent penser que, demain comme hier, l'histoire géopolitique d'Israël sera étroitement liée à son histoire démographique.

**Photo ci-dessus :**

Un jeune garçon juif ultra-orthodoxe marche dans les rues de Jérusalem. Fin mai 2017, l'Institut israélien pour la démocratie publiait une étude basée sur les projections du Bureau central des statistiques qui montrait que d'ici 2059, près de la moitié de la population israélienne (49 %) sera composée de juifs ultra-orthodoxes, alors qu'ils ne représentent qu'environ 12 % de la population aujourd'hui. Cette augmentation s'explique par un taux de fécondité de 6,9 enfants par femme dans cette communauté, contre 3,1 dans le reste de la population. (© Shutterstock/Lerner Vadim)

**A**près l'existence d'une société politique dans des siècles antérieurs à l'ère chrétienne, l'expulsion des juifs du Proche-Orient – que l'on peut géographiquement définir comme cet espace entre le Jourdain et la Méditerranée – les éloigne pour longtemps de cette région, engendrant la Diaspora. Près de deux millénaires plus tard, à compter de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, divers courants migratoires de ressortissants de la Diaspora commencent à converger vers la Palestine. Puis ces flux s'accroissent au fil de l'essor du sionisme et des rejets des juifs par les pays arabes. Après son indépendance en 1948, la géopolitique interne d'Israël se caractérise par

des dynamiques démographiques singulières, tant pour le mouvement migratoire que pour le mouvement naturel, qui concourent aux évolutions géopolitiques.

« **Diaspora** », un mot longtemps singulier

Pendant près de deux millénaires, aucune société politique, autonome ou dominée par une puissance régionale (1), avec une population majoritairement juive n'existe plus dans la Palestine géographique. En effet, les juifs ont été chassés, notamment lors de la prise de Jérusalem par les Romains en 70 (2). La Palestine ne compte donc quasiment plus de juifs, puis voit



arriver un peuplement arabe à compter de la prise de Jérusalem par les armées musulmanes en 638.

Dans l'histoire plurimillénaire des migrations, la situation démographique des personnes de religion juive est si singulière qu'un mot a été utilisé pour définir ces immigrants, historiquement les seuls pour lesquels la coupure géographique du cordon ombilical avec le pays d'origine a des conséquences culturelles assez limitées. En effet, donc avant le XX<sup>e</sup> siècle, il n'y a essentiellement qu'une unique population immigrée ou descendante d'immigrés qui, non seulement connaissait précisément son territoire d'origine, mais, en outre, en transmettait l'histoire, notamment avec l'enseignement de l'Ancien Testament. En conséquence, c'est pour ces immigrants de

“ Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Palestine géographique compte 275 000 habitants, dont seulement 22 000 chrétiens orientaux et 7 000 juifs. Le pays est sous la coupe de propriétaires et de fonctionnaires turcs ottomans. ”

religion juive, dont la migration a été contrainte à plusieurs périodes historiques, et exclusivement pour eux, qu'un terme spécifique a été utilisé, celui de « diaspora », mot d'origine grecque qui signifie « dispersion » (3). Entre la destruction de la Judée en 70 et la (re-)création de l'État d'Israël en 1948, tous les juifs ont été considérés comme faisant partie de la *Diaspora*. Ainsi, en 1965, dans le *Larousse* en trois volumes, le mot « Diaspora » figure exclusivement comme un nom propre et au singulier : « Diaspora (La). Ensemble des communautés juives hors de Palestine. » Cette définition offre au terme considéré un caractère unique qui est d'ailleurs souligné par l'article « La » mis entre parenthèses derrière le terme défini. Ce n'est qu'en 1992 que le *Dictionnaire Hachette* propose, pour la première fois, deux acceptions au mot « diaspora », permettant son utilisation au pluriel. La première est conforme à la définition traditionnelle : « 1. HIST. Dispersion des juifs, au cours des siècles, hors du territoire de leurs ancêtres ». La seconde généralise la première : « 2. Ensemble des membres d'une ethnie, d'une communauté dispersée ».

Or, la Diaspora est au cœur des évolutions démographiques d'Israël, tant pendant la période où se constitue un proto-État qu'après l'indépendance de 1948. Il convient donc d'analyser d'abord les flux migratoires.

## Le rôle déterminant du mouvement migratoire

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Palestine géographique compte 275 000 habitants, dont seulement 22 000 chrétiens orientaux et 7 000 juifs. Le pays est sous la coupe de propriétaires et de fonctionnaires turcs ottomans, depuis que Jérusalem a été prise en 1071 aux Fatimides par les Seldjoukides. Ceux-ci en ont changé unilatéralement le statut en 1078, déclenchant ainsi en Europe le lancement de la Première croisade, dont l'objectif est

de permettre à nouveau des pèlerinages chrétiens à Jérusalem. À compter de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, divers courants migratoires de ressortissants de la Diaspora commencent à converger vers la Palestine géographique. Ces personnes sont d'abord chassées par les pogroms russes, puis par les conséquences de l'affaire Dreyfus, qui conduit le journaliste viennois Theodor Herzl, constatant l'intensité de l'antisémitisme, y compris dans le pays de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, à publier *L'État des Juifs* (4) en 1896. À la veille de la Première Guerre mondiale, en 1914, la Palestine géographique compte environ 700 000 habitants, dont près de 100 000 juifs.

Puis ces flux migratoires de la Diaspora perdurent au fil de l'essor du sionisme dans le contexte de la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 (5). De 1919 à 1948, le nombre total d'immigrants est de l'ordre de 450 000, dont un tiers venu de Pologne dans les années 1934-1936. Les immigrants sont donc essentiellement ashkénazes.

Après l'indépendance d'Israël en 1948, le socle démographique du pays continue de reposer sur des apports migratoires sans lesquels il lui aurait été impossible de passer de 806 000 habi-



tants en 1948 à plus de 8,5 millions en 2016 (6). Avec les années 1950, les immigrants juifs sont majoritairement séfarades. Ils ne viennent plus essentiellement d'Europe mais d'Égypte, d'Irak, du Yémen, de Turquie, d'Iran, puis du Maroc, de Tunisie ou d'Algérie, soit de pays arabes, ou à majorité musulmane, où la décolonisation et le nationalisme s'affirment à l'encontre des minorités non musulmanes.

Un nouveau flux majeur vers Israël se produit entre 1989 et 1996, avec près de 700 000 personnes venant de Russie et des autres Républiques soviétiques. Au total, de 1948 à fin 2001, l'immigration juive totalise 2 950 000 personnes.

La forte augmentation de la population d'Israël s'explique donc, dans une proportion importante, par l'immigration de juifs issus d'autres pays. D'une part, la moyenne d'âge des immigrants est relativement basse et, d'autre part, selon la formule que j'ai proposée, « heureusement, la migration ne rend pas stérile » (7). Donc, par leur fécondité, les immigrants, puis les

## Photo ci-dessus :

Camp de transit en Israël en 1950, au moment de l'exode des juifs des pays arabes et musulmans vers l'État d'Israël. Si cette vague de migration a commencé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle a atteint son apogée après la création d'Israël en 1948 et l'indépendance de nombreux pays arabes. Après la guerre des Six Jours de 1967 et la guerre du Kippour en 1973, la grande majorité des communautés juives du monde arabe et musulman a presque disparu. (© Jewish Agency for Israel)



**Photo ci-dessous :**

Le 7 mai 2017, des Israéliens membres de la communauté française ayant fait leur *aliyah* font la queue devant le consulat français de Netanya – le « petit Paris » d’Israël – à l’occasion du second tour des élections présidentielles. Selon l’Agence juive et le ministère de l’Aliyah et de l’Intégration, 27 000 immigrants ont rejoint Israël en 2016, dont 5000 originaires de France. Ce chiffre est en baisse par rapport à 2015, où 30 000 personnes avaient fait leur *aliyah*, dont 7900 Français, ce qui faisait de l’Hexagone le premier pays d’émigration vers l’État hébreu. (© AFP/Jack Guez)

descendants d’immigrants, forment une part importante de la natalité en Israël. Toutefois, la population d’Israël serait plus importante sans le premier conflit israélo-arabe déclenché par les armées égyptienne, syrienne, irakienne et transjordanienne après le vote du 29 novembre 1947 de l’Assemblée générale des Nations Unies. Celui-ci approuvait la résolution 181 partageant le territoire de l’ancien Mandat britannique sur la Palestine pour y établir un État juif sur 55 % du territoire et un État arabe sur le reste. Or, ce partage territorial fut accepté par la partie juive, mais refusé par les États arabes. La guerre d’indépendance d’Israël, qui dura 13 mois, réduisit la population d’Israël mais uniquement par suite du départ d’habitants arabes. En effet, 625 à 675 000 personnes – selon les sources israéliennes, 700 à 800 000 selon les sources palestiniennes – fuient leurs villages, situés pour l’essentiel en Cis- et en Transjordanie, pour la bande de Gaza et le Liban, où ils deviennent des réfugiés (8). Environ 155 000 Arabes restent dans le territoire de l’État d’Israël. Et ni eux, ni leurs descendants ne connaissent de flux d’émigration par la suite.

**Les raisons de l’attractivité d’Israël pour la Diaspora**

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, Israël demeure un pays d’immigration pour des juifs de la Diaspora, et ce pour deux ensembles de raisons, même si aucun choc géopolitique majeur n’a déclenché

une intense vague migratoire, comme cela s’était produit périodiquement dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. D’une part, dans certains pays, la situa-

sion » ou « élévation spirituelle », et qui désigne pour un juif de la Diaspora le fait d’émigrer vers la Terre sainte. Sa dimension pratique tient à ce qu’une institu-

“ Depuis 2014 et la guerre qui se prolonge dans l’Est de l’Ukraine, plusieurs milliers de juifs ukrainiens ont rejoint Israël. ”

tion conflictuelle pousse les juifs à partir. Par exemple, depuis 2014 et la guerre qui se prolonge dans l’Est de l’Ukraine, plusieurs milliers de juifs ukrainiens ont rejoint Israël d’autant que, ne disposant pas d’un passeport de l’Union européenne, ils peuvent difficilement envisager un autre territoire de destination. D’autre part, dans d’autres pays, comme la France, ou la Turquie – surtout depuis la tentative de coup d’État de juillet 2016 –, une certaine montée de l’antisémitisme, attestée parfois par des actes odieux, dont certains dus à l’idéologie du totalitarisme islamiste (9), a des effets répulsifs.

Le second ensemble de raisons tient à l’attractivité migratoire d’Israël, dans ses dimensions spirituelle et pratique. Sa dimension spirituelle tient à ce que les juifs de la diaspora ressentent pratiquement tous un sentiment d’appartenance à Israël, ce qui conduit certains à éprouver le besoin de faire leur *aliyah* (10), mot hébreu signifiant littéralement « ascen-

tion, l’Agence juive pour Israël, organe gouvernemental héritier, depuis 1948, de l’Agence juive pour la Palestine créée en 1929, accompagne la migration des juifs vers Israël pour les aider à s’insérer dans le pays aux plans linguistique, professionnel, du logement ou de la scolarité des enfants. Cet accompagnement est personnalisé, pour permettre une meilleure intégration, avec des programmes spéciaux propres aux immigrants selon leur pays d’origine, leur langue et leurs spécificités.

Résultat de ces éléments de répulsion et d’attraction : environ 30 000 juifs de la Diaspora viennent s’installer chaque année en Israël. Certes, cette immigration n’est pas toujours définitive. Des raisons familiales, des difficultés à s’insérer dans le monde du travail, l’adaptation aux codes d’une société qui a ses us, une protection sociale moindre que celle de leur pays précédent, par exemple pour les juifs venant de France, expliquent des retours vers le pays d’origine. Israël ne dispose pas de statistiques précises sur le nombre de personnes finissant par renoncer à une installation définitive en Israël, mais l’ordre de grandeur serait un huitième des immigrants, sachant aussi que certains continuent de vivre à cheval entre Israël et leur pays d’origine, ce qui est facilité par ce que j’ai appelé les « nouvelles logiques migratoires » (11). Ainsi, les flux migratoires de juifs de la Diaspora vers Israël sont constants mais fort irréguliers, en fonction des chocs géopolitiques qu’ont connus ou que connaissent les pays où vit la Diaspora. Les immigrants ont contribué à un mouvement naturel singulier, ne serait-ce qu’en raison de leur composition par âge relativement jeune.

**Un mouvement naturel doublement singulier**

En Israël, la mortalité infantile présente un niveau fort bas par rapport aux grands





pays du Moyen-Orient. Elle est de 3,1 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances (12), soit plus de trois fois moins que la Turquie (11 ‰), quatre fois moins que l'Iran (14 ‰) et sept fois moins que l'Égypte (22 ‰). Quant aux Territoires palestiniens, leur mortalité infantile est six fois plus élevée (18 ‰) que celle d'Israël.

Mais, au sein d'Israël, une différence notable dans le mouvement naturel tient aux évolutions très contrastées de la fécondité (13) des Israéliens musulmans et des Israéliens juifs. La population des Israéliens musulmans (14) a avancé dans la transition démographique (15) en adaptant sa fécondité à l'amélioration des taux de survie de ses enfants. Sa fécondité était encore de 6 enfants par femme dans les années 1979-1983 ;

extrêmes, les juifs orthodoxes ont une fécondité aux environs de 4 enfants par femme et les juifs traditionnels aux environs de 2,5 enfants par femme. Comme, en outre, c'est parmi les ultra-orthodoxes et les orthodoxes que l'on trouve les plus faibles pourcentages de femmes non mariées, leur influence sur la natalité en Israël s'en trouve accrue. En conséquence des évolutions ci-dessus, depuis le milieu des années 2010, la fécondité des Israéliens juifs et musulmans serait désormais au même niveau.

Les particularités liées à la fécondité différenciée au sein de la société israélienne ont des effets dans l'enseignement, vu que les élèves se répartissent selon quatre types d'écoles : ultra-orthodoxes, orthodoxes, publiques sécularisées et arabes. La

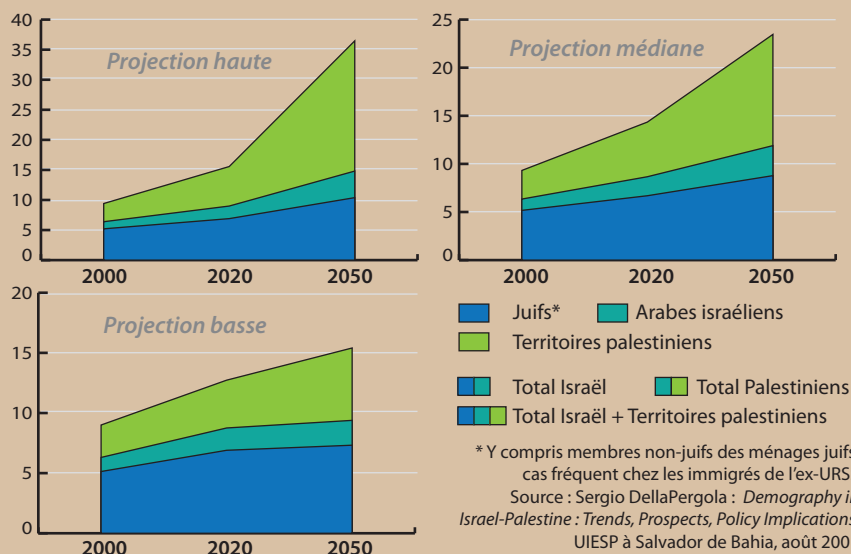
**“ En vingt ans, de 1996 à 2016, le pourcentage des élèves inscrits dans des institutions ultra-orthodoxes a augmenté de près de 11 points, passant de 10,9 % à 21,8 %, alors que celui des élèves inscrits dans des institutions publiques sécularisées a baissé de 12,5 points, précisément de 51,3 % à 38,8 %. ”**

elle s'abaisse à 4,5 enfants par femme à compter de 1986-1989, puis une diminution progressive se constate depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. En conséquence, la fécondité des Israéliens musulmans semble désormais se situer au même niveau que la moyenne nationale, soit 3,1 enfants par femme. Ce recul de la fécondité des Israéliens musulmans s'explique également par l'augmentation de l'âge à la première naissance et par la hausse du nombre de femmes non mariées à 40 ans.

Du côté des Israéliens juifs, pour une population qui a terminé depuis plusieurs décennies sa transition démographique, le niveau de fécondité est exceptionnel puisque, dans des pays ayant un régime semblable de mortalité, comme en Europe, en Asie orientale, au Canada ou au Brésil, la fécondité est le plus souvent inférieure au seuil de remplacement des générations. Comment l'expliquer ?

En réalité, ce chiffre de 3,1 enfants par femme n'est que la moyenne des comportements de fécondité des Israéliens juifs, moyenne qui ne doit pas masquer une autre singularité du mouvement naturel en Israël. En effet, dans son rapport publié début 2017, le Bureau central des statistiques d'Israël continue de scinder la population juive en plusieurs catégories selon le niveau de religiosité. Parmi les Juifs vivant en Israël, 9 % sont identifiés comme ultra-orthodoxes, 11 % comme orthodoxes, 24 % comme juifs traditionnels, mais moins religieux, et 44 % comme juifs « séculiers ». Or, la fécondité de ces quatre groupes est fort différenciée. Celle des juifs ultra-orthodoxes avoisine les 6 enfants par femme. À l'inverse, les juifs séculiers comptent une fécondité autour de 2 enfants par femme. Entre ces deux

**Projection des populations juive et arabe en Israël - Palestine en 2000 - 2020 - 2050 (en millions d'habitants)**



fécondité longtemps supérieure des Israéliens arabes, en dépit d'une mortalité infantile plus élevée, et la fécondité toujours plus élevée des ultra-orthodoxes ont des effets incontestables (16) : ainsi, en vingt ans, de 1996 à 2016, le pourcentage des élèves inscrits dans des institutions ultra-orthodoxes a augmenté de près de 11 points, passant de 10,9 % à 21,8 %, alors que celui des élèves inscrits dans des institutions publiques sécularisées a baissé de 12,5 points, précisément de 51,3 % à 38,8 %. La diminution du pourcentage des institutions scolaires orthodoxes, de 15,9 % en 1996 à 13,8 % en 2016, s'explique par la part croissante des institutions ultra-orthodoxes. Enfin, le pourcentage des élèves fréquentant une école arabe est passé de 22,0 % à 25,6 %.

## Vers un basculement du peuplement juif dans le monde

Sous le double effet du mouvement migratoire et du mouvement naturel, la population d'Israël dépasse donc les 8,5 millions depuis 2016, soit un décuplement depuis 1948. Elle se partage d'abord entre la population juive (6,5 millions de résidents, soit les trois quarts de la population totale) et la population arabe (1,8 million de personnes, soit un cinquième des habitants du pays). Les 4,5 % restants, environ 388 000 personnes, sont des chrétiens non-arabes, des personnes d'autres religions (17) et



celles n'ayant aucune affiliation religieuse, souvent originaires de l'ex-Union soviétique.

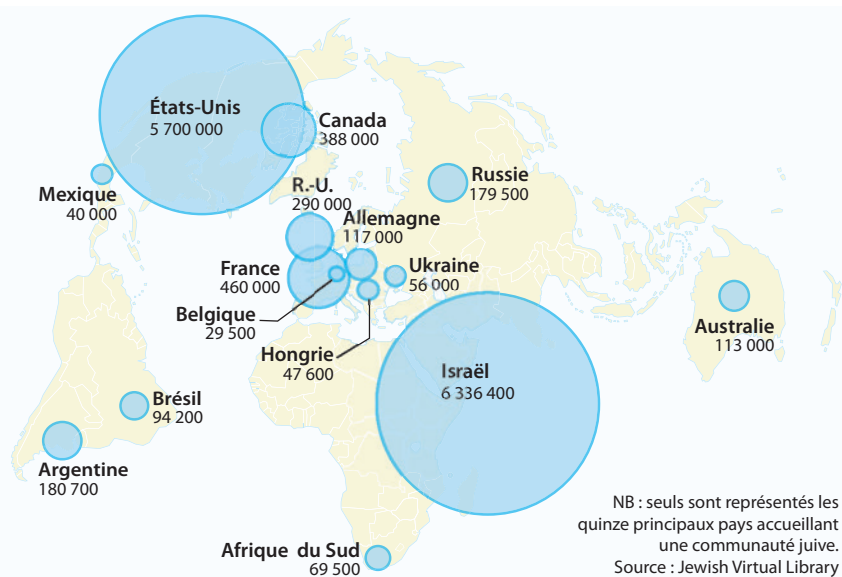
En conséquence, sous l'effet des immigrations en Israël et du mouvement naturel du pays, la géographie des juifs dans le monde change considérablement. Lors de la fondation de l'État en 1948, il y avait 11,5 millions de juifs dans le monde, dont 6 % (690 000) en Israël ; en 2015, le monde compte 14,5 millions de juifs, dont 43 % vivant en Israël. Un effet de ciseau pourrait s'effectuer si les tendances actuelles se prolongent, les juifs vivant en Israël devenant majoritaires dans le monde.

Un autre changement important par rapport à 1948 concerne le lieu de naissance des Israéliens juifs : les trois quarts de la population juive d'Israël sont des Sabras (au sens élargi de ce

d'habitants à l'horizon 2050, avec une composition qui aurait évolué. Parmi la population juive d'Israël, les ultra-orthodoxes pourraient représenter 30 % de la population juive en l'an 2050, sous le double effet de leur fécondité élevée et du nombre accru des femmes en âge fécond. Quant à la population arabe d'Israël, elle pourrait dépasser 3 millions en 2050, en dépit de la baisse de sa fécondité, et donc représenter un quart de la population du pays.

Dans le contexte géopolitique du Proche-Orient, en considérant la Palestine géographique, le poids démographique relatif des juifs devrait diminuer, sachant que la projection moyenne concernant les Territoires palestiniens indique 8,8 millions d'habitants en 2050 contre 4,8 en 2016, avec néanmoins une

## Peuplement juif dans le monde en 2016



“ Lors de la fondation de l'État en 1948, il y avait 11,5 millions de juifs dans le monde, dont 6 % (690 000) en Israël ; en 2015, le monde compte 14,5 millions de juifs, dont 43 % vivant en Israël. ”

croissance nettement supérieure à Gaza (19) qu'en Cisjordanie. Toutefois, même si la fécondité moyenne des populations juives en Israël demeure élevée, et plus particulièrement celle des orthodoxes et ultra-orthodoxes, les juifs devraient rester majoritaires au sein de l'espace de la Palestine géographique, avec un peu plus de 10 millions de juifs contre 8 millions d'Arabes, dont 3 millions seraient des citoyens israéliens.

Les évolutions démographiques pèsent et pèseront sur l'évolution géopolitique de la région. Au sein d'Israël, le poids électoral accru des plus religieux ne semble guère, *a priori*, favoriser la solution des deux États, ni sans doute celle d'une confédération (20). D'ailleurs, les Israéliens vivant en Cisjordanie ont une fécondité élevée qui devrait augmenter leur poids démographique et électoral relatif par le seul effet du mouvement naturel, même si d'autres implantations ne sont pas décidées. Du côté des Territoires palestiniens, la volonté d'une forte vitalité démographique reste souhaitée par plusieurs dirigeants, qui déploient des moyens dans ce sens. En outre, si Israël confirme son dynamisme économique et sait répondre aux besoins d'une population croissante, ce pays pourrait voir son poids économique et les moyens d'assurer sa défense augmenter de façon significative. Autrement dit, avec son bon niveau économique, porté par l'augmentation de sa population active, et l'importance de ses budgets et moyens sécuritaires, Israël parvient, ce qui est rare, à avoir à la fois le « beurre » et les « canons » dans une région où le « beurre », c'est-à-dire le niveau de développement, reste souvent insuffisant (21).

Si les Territoires palestiniens continuent d'avoir des problèmes de « beurre » – ce qui est à craindre si leur gouvernance ne s'améliore pas, notamment en faisant reculer les pratiques de corruption –, le conflit idéologique peut se trouver accentué par l'écart économique et technologique.

Ainsi, les effets directs et indirects des évolutions démographiques d'Israël apparaissent davantage de nature à accentuer

terme), Israéliens nés en Palestine, soit plus du double du pourcentage en 1948.

En examinant la géographie du peuplement d'Israël, 93 % des Israéliens vivent à l'intérieur des frontières d'avant 1967. Mais d'autres habitent à Jérusalem-Est, sur le plateau du Golan ou en Cisjordanie, dans ce qui est appelé les « implantations » ou les « colonies » : Jérusalem-Est compte environ 550 000 habitants, dont une courte majorité est arabe ; sur le plateau du Golan se trouvent environ 50 000 habitants partagés essentiellement entre juifs et Arabes ; quant aux colonies juives implantées en Cisjordanie, elles comptent environ 350 000 habitants.

Le changement de la géographie du peuplement d'Israël se lit également dans l'évolution de la géographie urbaine. En 1948, par exemple, une seule ville du pays – Tel Aviv – dépassait les 100 000 habitants. Aujourd'hui, quatorze villes comptent plus de 100 000 habitants, dont huit (Jérusalem, Tel Aviv-Jaffa (18), Haïfa, Rishon Lezion, Ashdod, Petah Tikva, Netanya et Beersheba) dépassent 200 000 habitants.

### Projection démographique et effets géopolitiques

Israël est donc un pays singulier par l'augmentation très rapide de sa population depuis sa création, avec une fécondité considérablement plus élevée que les autres pays développés. Selon les projections moyennes, Israël pourrait avoir 13,8 millions



les tensions proche-orientales qu'à les apaiser, à moins qu'un sens partagé du bien commun ne finisse par convaincre les uns et les autres de l'intérêt d'une réconciliation. Mais cette dernière ne peut se concrétiser que si elle est encouragée par le contexte géopolitique général, et notamment par les puissances et les opinions publiques régionales.

**Gérard-François Dumont**

## Notes

(1) Assyrienne, babylonienne, perse ou romaine, selon les périodes.

(4) *Der Judenstaat*.

(5) « Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. »

(6) Ce chiffre officiel de la population d'Israël comprend tous les résidents de Jérusalem-Est et du plateau du Golan, tout comme la population juive mais non arabe des Territoires palestiniens (Cisjordanie et bande de Gaza) ; cf. Sergio DellaPergola, John F. May et Allyson C. Lynch, « La démographie d'Israël : une histoire unique », PRB, mars 2014.

(9) Comme la prise d'otages dans le magasin Hyper Cacher de la Porte de Vincennes à Paris, le 9 janvier 2015, ayant causé quatre morts, tous Français de confession juive.

(10) En France des « salons de l'aliyah » sont organisés périodiquement à Paris, Marseille ou Lyon.

(11) G.-F. Dumont, « Les nouvelles logiques migratoires », in Yves Michaud (dir.), *Qu'est-ce que la globalisation ?*, Paris, Odile Jacob, 2004.

(12) J.-P. Sardon, « La population des continents et des pays », *Population & Avenir*, n° 730, novembre-décembre 2016.

(13) Barbara S. Okun, « Fertility and marriage behavior in Israel: diversity, change and stability », *Demographic research*, volume 28, article 17, 12 mars 2013.

(14) Les Israéliens musulmans ont formellement les mêmes droits que les autres personnes de nationalité israélienne, dont le droit de vote – ce qui explique la présence de parlementaires israéliens arabes à la Knesset –, mais pas les obligations militaires.

(15) Passage vers des niveaux de mortalité infantile, infanto-adolescente et maternelle très bas.

(16) <http://bit.ly/2qGfLC7> (en hébreu).

(17) Dont les membres non-juifs des familles de citoyens israéliens juifs qui, d'après la Loi du retour de 1950, ont le droit de vivre en Israël et d'acquiescer la nationalité israélienne et des immigrants originaires de pays où domine le bouddhisme ou l'hindouisme.

(18) Jaffa a été fusionnée avec Tel Aviv en 1950.

(19) Évidemment, de nombreux événements politiques peuvent se produire d'ici là ; cf. par exemple : G.-F. Dumont, « De la population de Gaza à une prospective géopolitique », *Outre-Terre*, n° 22, 2009.

(20) G.-F. Dumont, « L'utopie ou la guerre : pour une Confédération palestinienne », *Panoramiques*, n° 59, 3<sup>e</sup> trimestre 2002.

(21) En 2015, le revenu national par habitant d'Israël en parité de pouvoir d'achat est évalué à 34 940 \$, contre 5070 \$ pour les Territoires palestiniens.

“ Les effets directs et indirects des évolutions démographiques d'Israël apparaissent davantage de nature à accentuer les tensions proche-orientales qu'à les apaiser, à moins qu'un sens partagé du bien commun ne finisse par convaincre les uns et les autres de l'intérêt d'une réconciliation. ”

(2) Par Titus et la (seconde) destruction du Temple, centre de la vie nationale et religieuse des Juifs mais qui le reste dans son cœur, désormais matérialisé uniquement par le mur des Lamentations.

(3) Cf. G.-F. Dumont, *Démographie politique : les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.

(7) G.-F. Dumont, « Épistémologie de la science de la migration internationale », in V. Moriniaux (dir.), *Les mobilités*, Paris, Sedes, 2010.

(8) Avec un statut spécifique de réfugiés palestiniens, administré par l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine refugees in the Near East).



## Photo ci-contre :

Scène de rue dans la vieille ville d'Acre, où, selon le Bureau central de statistiques israélien (CBS), près de 95 % des résidents sont arabes, ce qui en fait l'une des villes israéliennes avec le plus fort taux de résidents non juifs. D'après une étude du CBS, le taux de fécondité des Arabes israéliennes aurait chuté de 30 % entre 2000 et 2015, passant d'une moyenne de 4,7 enfants par femme en 2010 à 3,3 enfants par femme en 2015. (© Shutterstock/Alina Muratova)